



**LES MANIGANCES  
DE LA  
SUPERCLASSE MONDIALE**

**Michel Geoffroy  
Essayiste**

# Les manigances de la superclasse mondiale

*Ci-après le texte de l'intervention de Michel Geoffroy lors du Carrefour de l'Horloge du 23 mars 2017 qui portait à l'époque, c'est-à-dire avant les élections, le titre prémonitoire suivant : « L'oligarchie va-t-elle confisquer l'élection présidentielle ? »...*  
*Polémia.*

\*\*\*

Je remercie le Carrefour de l'Horloge de m'avoir invité pour évoquer la superclasse mondiale, ses pompes et ses œuvres, puisque c'est l'autre nom de l'oligarchie qui a pris le pouvoir en Occident après la chute de l'URSS.

Les élections présidentielles françaises de 2017 montrent en effet que l'oligarchie est en passe de franchir une nouvelle étape dans la confiscation de la souveraineté populaire en Europe.

Le vote britannique pour le Brexit et l'élection de Donald Trump aux Etats-Unis ont constitué une grave alerte pour la superclasse mondiale : car ces votes ont montré, dans les deux pays qui ont été à l'origine du mondialisme contemporain, que la population rejetait désormais la politique menée par l'oligarchie. Comme l'illustre aussi la progression continue des votes en faveur des mouvements populistes et identitaires en Europe.

Cette progression renouvelle le clivage politique en Occident : moins horizontal comme l'a été l'opposition gauche/droite, et plus vertical opposant les peuples aux oligarchies, les majorités aux minorités dirigeantes, le monde d'en bas au monde d'en haut.

## **La haine de la démocratie**

Le rapport *Global Risks 2017* présenté au Forum de Davos de janvier 2017 n'a pas hésité à pointer comme *risques* le Brexit, l'élection de Donald Trump et l'échec du référendum de Matteo Renzi en Italie, en soulignant que les campagnes électorales de ces trois pays « ont mis en évidence le phénomène de désinformation rapide » des opinions publiques, résultant « d'une fragilisation de la confiance des populations ».

Les participants au Forum en déduisent « le besoin de mieux protéger *nos systèmes de contrôle qualité de l'information* » et que « les principaux facteurs de risque peuvent être *endigués* en créant des sociétés plus inclusives basées sur la coopération internationale et une vision à long terme <sup>(1)</sup> ».

Derrière ce pathos on comprend surtout que la démocratie constitue un *risque* pour la superclasse mondiale qu'il faut *endiguer* et que, pour s'en prémunir, elle

compte sur un meilleur *contrôle* de l'information : donc que le Forum préconise une plus grande censure de l'information ! Au prétexte que si les peuples votent mal ce serait à cause des *fake news* de la réinfosphère.

Car pour l'oligarchie quand le peuple vote comme elle le souhaite cela s'appelle la démocratie. Dans le cas contraire c'est du populisme. Ou alors la faute à la Russie !

Après le Brexit on a d'ailleurs vu les porte-parole de l'oligarchie dévoiler leur profonde aversion de la souveraineté populaire.

Ainsi pour D. Cohn-Bendit « Il faut arrêter de dire que le peuple a toujours raison » <sup>(2)</sup>. Le journaliste Jean-Michel Apathie estimait de son côté qu'il « faut s'interroger sur la question du suffrage universel » <sup>(3)</sup>. Et Emmanuel Macron, que « l'histoire a montré que quand on suit parfois la volonté des peuples, surtout dans des moments difficiles, on se trompe <sup>(4)</sup> ».

Jacques Attali, dans une tribune de l'hebdomadaire *l'Express* a d'ailleurs proposé une réforme constitutionnelle afin de déterminer les « sujets qu'un seul vote majoritaire du peuple ne pourrait suffire à trancher » et qui « seraient sanctuarisés en les inscrivant dans la Constitution <sup>(5)</sup> ». Sa tribune s'intitule d'ailleurs « Sanctuariser le progrès » : ce qui signifie, en novlangue, sanctuariser l'idéologie libérale/libertaire et le cosmopolitisme auxquels adhère l'oligarchie.

En d'autres termes il faut tout faire pour museler les électeurs en Europe car c'est la clef du pouvoir de la superclasse mondiale ! Et à l'évidence, l'oligarchie veille tout particulièrement aux élections qui ont lieu en 2017 en Europe, et donc en France, afin d'éviter à tout prix un renouvellement du scénario britannique ou américain.

Avant que d'autres intervenants n'approfondissent les manigances électorales de l'oligarchie, je voudrais revenir sur la superclasse mondiale : que désigne-t-on sous cette expression ? Que veut-elle et quels sont ses principaux moyens d'action actuels ?

\*\*\*

## **1) Qu'est ce que la superclasse mondiale ?**

### **• 1.1.**

**Au plan sociologique la superclasse mondiale correspond à l'aboutissement de la révolte des élites,** telle que l'avait analysée Christopher Lasch dès 1995 <sup>(6)</sup>.

La disparition de l'éventualité de la révolution socialiste après la chute de l'URSS a eu pour effet paradoxal d'ouvrir au sommet de la hiérarchie sociale et aux plus riches la possibilité de... révolutionner la société à leur profit. La superclasse mondiale incarne la révolution qui vient non plus d'en bas – du prolétariat désormais marginalisé par l'immigration et déclinant du fait de la désindustrialisation – mais du haut de la société.

L'histoire présente, certes, des exemples de révolution initiée par en haut. Pierre le Grand ou Mustapha Kemal ont bien révolutionné leur pays, par le haut.

L'action de la superclasse mondiale diffère de ces précédents sur deux points essentiels :

- d'une part elle poursuit un objectif mondialiste : elle ne vise pas à renforcer une nation ou un Etat, mais au contraire à supplanter et dissoudre toutes les nations pour les remplacer par une « gouvernance mondiale » qu'elle dirigerait. Parce que la superclasse mondiale est cosmopolite ;
- d'autre part elle n'émane pas de la souveraineté politique mais du pouvoir de l'argent, dégagé de toute limite.

**La superclasse mondiale repose en effet sur l'émancipation du pouvoir économique et financier vis-à-vis de la souveraineté du politique dans les sociétés occidentales :**

- Une émancipation *territoriale* avec la mondialisation des échanges et la déterritorialisation de la richesse ;
- Une émancipation de la *matérialité* de l'argent et de l'économie elle-même, avec la financiarisation et la promotion d'un capital fictif ;
- Une émancipation *sociale* enfin, puisque la fin du socialisme, marquée par la chute de l'URSS et par le ralliement de la gauche au néo-capitalisme mondialisé, signifie que désormais le patronat et les super-riches n'ont plus peur du peuple – et qu'ils peuvent en outre en changer à volonté avec la délocalisation et l'immigration.

Le nouveau pouvoir économique et financier mondialisé ne reconnaît plus aucune limite à son développement ni à son pouvoir. Son instrument, le néo-capitalisme, repose sur une logique de fuite en avant par la création de besoins sans cesse renouvelés et étendue à toute la planète, puis à la nature de l'homme lui-même. Avec la révolution culturelle des années 1960, le néo-capitalisme s'est rallié en effet à l'idéologie libertaire et hédoniste, comme levier en faveur de l'expansion de la société de marché. Le « Jouissons sans contrainte » des soixante-huitards a ouvert la voie au « Consommons sans limite », notamment grâce à l'explosion du crédit, à l'ahurissement publicitaire et grâce à la déconstruction méthodique des obstacles culturels à la domination de l'argent, présentés comme ringards, machos ou réacs. Cela avec le précieux concours des idiots utiles de l'oligarchie : l'extrême gauche.

● **1.2.**

L'expression superclasse mondiale renvoie concrètement à une triple réalité :

- Il s'agit bien d'une classe, donc d'un groupe social, qui présente des traits particuliers et durables qui le distinguent des autres ;
- Cette classe se situe au-dessus (super) des anciennes élites nationales et hors de la portée, voire de la vue des peuples ;
- Cette classe est transnationale et son mode d'action est mondial comme son projet est cosmopolite.

Cette superclasse se présente comme un ensemble de *quatre cercles concentriques qui a la richesse ou l'argent comme dénominateur commun*, cette richesse provenant principalement de la financiarisation de l'économie, de la dérégulation et de la mondialisation.

Quels sont ces différents cercles ?

## 1. Le cercle de l'élite financière mondiale

Au centre de la superclasse mondiale se tient *l'élite financière mondiale* : les responsables des institutions financières internationales et des banques centrales, les dirigeants des grandes entreprises cotées et mondiales, les grands opérateurs financiers et les personnes les plus riches de la planète, ou du moins des pays développés. Ce cercle concentre à lui seul l'essentiel de la richesse mondiale : d'après l'ONU, 10% de la population mondiale contrôlerait 85% des richesses, 2% la moitié et 1% : 40% <sup>(7)</sup>.

L'épicentre de ce cercle se situe aux Etats-Unis, pays le plus riche du monde. L'Amérique du Nord abrite également le siège des plus grandes institutions financières internationales et des grandes firmes. Elle est enfin l'épicentre du pouvoir médiatique mondial, en particulier cinématographique et télévisé.

Cette élite financière se connaît, se rencontre, parcourt le monde, parle la même langue (l'anglais) et finit par partager plus de dénominateurs communs qu'elle n'en a avec ses concitoyens respectifs.

« *I am not a Frenchman* » aurait déclaré significativement Jean-Claude Trichet lors de sa prise de fonction à la tête de la Banque Centrale européenne en 2003 ! Je ne suis pas Français et il le dit en anglais...

## 2. Le cercle des médias et de la culture

Pourquoi ? Parce que les super-riches et les grands patrons possèdent la plupart des médias *mainstream* en Occident.

Ce n'est pas seulement pour de la diversification financière mais parce que les médias permettent d'influencer les décideurs, la classe politique ainsi que la population. Je renvoie sur ce plan aux travaux de la Fondation Polémia et à l'ouvrage de Benjamin Dormann : *Ils ont acheté la presse*.

Il faut donc être milliardaire, comme le candidat Républicain Donald Trump, pour se permettre de se mettre à dos les médias pendant une campagne électorale !

*Les médias commandent aussi l'accès à la culture*, qui constitue l'autre composante du second cercle d'appartenance à la superclasse mondiale. Car les médias font les réputations culturelles comme ils font les réputations politiques.

Les médias permettent aussi de *faire la renommée des intellectuels médiatiques*, justement, ces essayistes – dont les « nouveaux philosophes » ont constitué le prototype à la fin des années 1970 – que l'on voit partout, qui ont leurs entrées dans les grandes écoles, dont on lit partout la prose édifiante et bien-pensante et que le patronat adore inviter dans ses colloques : Michel Crozier, Alain Touraine, Edgar Morin, Pierre Bourdieu, Bernard-Henri Lévy, Alain Minc, Jacques Attali, Boris Cyrulnik, par exemple, pour ne citer que les plus célèbres de ces *maîtres-penseurs* encensés et portés par le Système médiatique. Ce sont les zélés relais des préoccupations de la superclasse mondiale car ces intellectuels médiatiques, grands contempteurs de « la société bloquée », de « l'exception française » et de la « France rance », ont contribué à diffuser partout la doxa libérale/libertaire de la nouvelle oligarchie. Ce sont les « intellectuels organiques », comme disait Gramsci, de la superclasse mondiale !

On n'oubliera pas non plus la catégorie des *vedettes du show-business et du cinéma* qui constituent un précieux relais dans la diffusion de l'idéologie de la superclasse mondiale. On a vu ainsi, lors de la campagne présidentielle américaine, quasiment tout le gratin d'Hollywood prendre position contre la candidature de Donald Trump.

### 3. Le cercle des entités non gouvernementales

Il comprend *les ONG, les fondations* et ce que l'on nomme *la société civile*.

Le premier cercle de la superclasse mondiale a justement massivement investi dans les ONG et les Fondations : ce qu'on appelle en novlangue la *philanthropie* qui représenterait 56% des investissements libres des milliardaires en 2015 <sup>(8)</sup>. Pourquoi ? Pour faire avancer leur idéologie et marginaliser la régulation politique des Etats.

La majorité des ONG caritatives, écologistes, humanitaires et autres défenseurs des droits de l'homme et de la cause animale (l'ONU en reconnaît 1300...) sont en effet d'origine anglo-saxonne. Leur action correspond donc souvent à la promotion de la conception du monde ou des intérêts anglo-saxons, qu'il s'agisse de la promotion des droits de l'homme, de la promotion des minorités ou de la lutte contre les essais nucléaires.

Les ONG constituent surtout un remarquable instrument de *contournement de la souveraineté des Etats* et de prise en charge directe des populations, sous différents prétextes, comme l'urgence humanitaire ou écologique, et au nom d'un devoir d'ingérence de nature idéologique aux mains de l'oligarchie.

De même certaines Fondations jouent un rôle particulier au service de la superclasse mondiale, comme, par exemple, l'Open Society Foundations, un réseau de fondations créé en 1979 par le milliardaire américain George Soros. A l'origine l'Open Society se donne pour mission de favoriser la transition démocratique des anciens pays communistes. Mais on s'aperçoit vite que sa conception de la démocratie est sans-frontériste, immigrationniste et mondialiste.

*De son côté, la société civile est un concept fourre-tout* rassemblant tout ce qui ne relève pas strictement des institutions publiques et des entreprises, mais qui exerce une influence reconnue sur la vie d'une nation.

Ce « troisième secteur », comme dit l'ONU, comprend principalement les associations, les organisations professionnelles et syndicales, les représentants des cultes, les clubs de réflexion et « *think tanks* » et ce que l'on nomme désormais les « autorités morales » : autre concept flou qui vise à regrouper ceux censés agir pour le respect des droits de l'homme, en particulier toute la mouvance des associations dites « antiracistes » et de « défense communautaire » qui s'est progressivement imposée en France à partir de la loi Pleven de 1972, mais aussi les différentes obédiences maçonniques, par exemple.

Il s'agit donc, comme pour les ONG, d'une galaxie en expansion. Mais cette *société civile* présente des caractéristiques communes.

La « société civile » permet en effet d'influencer le Pouvoir, tout en échappant à la régulation du Pouvoir en démocratie, c'est-à-dire à l'obligation de se soumettre au verdict électoral. Les gouvernements écoutent ainsi les « autorités morales » pour traiter par exemple de l'immigration au même titre et souvent plus, que les parlementaires et a fortiori que les électeurs.

#### 4. Le cercle étatique et de la haute administration

C'est le cercle de la *trahison* des élites publiques, notamment en France.

En 1988, Jacques Delors, alors président de la Commission européenne, publie un petit livre au titre évocateur : *La France par l'Europe* <sup>(9)</sup> : « La France, à la veille du troisième millénaire (...) doit en finir avec ses guerres intestines et s'ouvrir au grand large. Ainsi l'interdépendance mondiale et les perspectives européennes, en particulier, la conduiront-elles inéluctablement à redéfinir le rôle de l'Etat, son rapport à la société civile comme aux instances politiques territoriales. »

Delors ne livre pas une réflexion mais un *programme* : celui de la trahison des élites publiques.

Car l'Europe et le « grand large », c'est-à-dire « l'ouverture des frontières » et la « mondialisation économique », vont enfin leur fournir le levier permettant de faire sauter les fameux « blocages » nationaux et leur fournir aussi le levier qui va permettre de se passer de l'approbation populaire – au nom de l'Europe, qu'il faut toujours « construire », et de la nécessité de s'adapter, en réalité d'adapter *les autres*, au « grand large ».

Ce sera un programme de rupture et de déconstruction :

- La *rupture avec la souveraineté nationale* d'abord, grâce aux transferts de souveraineté monétaire, puis budgétaire, au profit de l'Union européenne ; et demain du « gouvernement économique », comme le préconise Emmanuel Macron ;
- La *rupture avec le consentement populaire* ensuite, symbolisée par le Traité de Lisbonne imposé en 2009, sous la présidence de Nicolas Sarkozy, malgré le vote négatif des Français au référendum sur le projet de Traité Constitutionnel européen en 2005. Une rupture illustrée de nouveau en 2015 lors de la crise migratoire, par le diktat allemand de répartir partout des quotas d'immigrants clandestins en Europe sans consultation des autochtones ;
- La *rupture avec l'identité nationale*. Déjà en germe dans la loi Pleven de 1972 qui assimile la prise en compte de la nationalité à une discrimination comparable au racisme, la détestation de l'identité française et européenne devient le mot d'ordre de la bourgeoisie d'Etat.

\*\*\*

La superclasse mondiale correspond à *la mise en réseau de ces différents cercles* qui correspondent chacun à un niveau de pouvoir différent.

Il y a en effet une *hiérarchie entre ces différents cercles* :

–le cercle de l'élite économique et financière transnationale se situe au sommet car il correspond au cœur de la superclasse mondiale : le pouvoir dérégulé de l'argent. Il commande tous les autres qui ne comprennent finalement que des exécutants, des compagnons de route ou des idiots utiles ;

–le cercle des pouvoirs étatiques et administratifs se place en dernier rang car il exerce avant tout une autorité résiduelle, au surplus sur un espace réduit au territoire national, à l'exception des Etats-Unis qui ont une dimension beaucoup plus large puisque ce pays s'efforce d'imposer ses normes à tout l'Occident, voire au-delà.

Cependant *les différents cercles communiquent entre eux* : la superclasse mondiale fonctionne même justement ainsi. Des chefs d'entreprise deviennent actionnaires d'entreprises médiatiques, financent des fondations culturelles ou entrent au conseil d'administration de grandes écoles ; ou bien ils dirigent des *think tanks* et des clubs d'influence.

Le monde des médias peut aussi ouvrir la porte à un avenir politique : Reagan, Schwarzenegger ou Berlusconi ou même Trump <sup>(10)</sup> nous le démontrent.

*L'osmose croissante entre le pouvoir économique et le pouvoir politique* montre aussi une communication fréquente entre le premier et le quatrième cercle : ainsi la Banque Goldman Sachs se révèle comme une pépinière ou un réceptacle de politiques européens <sup>(11)</sup> : Mario Draghi, Loukas Papadimos, Mario Monti. Comme hier la Banque Rothschild.

Et inversement Connie Hedegaard, ancienne commissaire européenne au Climat, devient conseillère de l'entreprise Volkswagen – ce qui n'est pas mal après le « dieselgate ». Neelie Kroes, commissaire européenne à la Concurrence de 2004 à 2009, était en charge du dossier de la libéralisation de l'énergie, mais elle avait par ailleurs des responsabilités dans Mint Holdings Limited qui négociait le rachat d'une partie des actifs du géant de l'énergie américain Enron <sup>(12)</sup>. Et Manuel Barroso a rejoint Goldman Sachs.

Enfin, la superclasse mondiale *représente un pouvoir impersonnel*. Comme l'hydre à plusieurs têtes, la superclasse mondiale n'a pas de chef d'orchestre unique identifié. Mais tous les oligarques le sont chacun dans son domaine et dans la collégialité de son pouvoir. Là réside leur force et leur capacité de nuisance : leur pouvoir se situe partout et nulle part à la fois. Insaisissable, il échappe à toute régulation et à tout contrôle humain. En d'autres termes il devient inhumain ou post-humain.

\*\*\*

## **2) Que veulent les oligarques ?**

### **• 2.1.**

Les médias dénoncent souvent le « complotisme » ou le « conspirationnisme », dès que l'on évoque les projets de la superclasse mondiale. On dénonce alors la « théorie du complot », fantasme d'extrême droite, comme de bien entendu. Pourtant les oligarques ne se gênent pas pour exprimer publiquement leurs préférences, leurs intérêts et leurs ambitions. Ils disposent pour ce faire du pouvoir médiatique, tout entier à leur service !



## ● 2.2.

Que veulent en effet les oligarques ?

### **D'abord l'argent et donc le pouvoir.**

La mondialisation et la financiarisation de l'économie servent de levier pour augmenter les profits des grandes firmes transnationales, donc de leurs dirigeants et de leurs actionnaires. Les délocalisations servent aussi à minimiser les charges et l'immigration permet de faire pression sur les salaires autochtones, comme le chômage de masse. L'indépendance des banques centrales et la financiarisation de l'économie ont renforcé le pouvoir du Système financier.

Les oligarques ont aussi réussi à modifier la loi fiscale à leur profit, ce qui explique que la progressivité des prélèvements diminue au fur et à mesure que l'on monte dans la hiérarchie des fortunes. La privatisation des Etats a enfin ouvert un nouveau marché aux grandes entreprises.

Le résultat de ces politiques est visible et affligeant.

La classe moyenne occidentale est en voie de paupérisation et, comme l'avait prévu Maurice Allais, le libre-échange mondial provoque le chômage de masse en Occident. Par contre, les revenus des plus riches ont augmenté. De 1988 à 2008, les revenus du 1% supérieur mondial auraient augmenté de 60% tandis que ceux des 5% inférieurs n'auraient pas changé.

Comme le déclarait Warren Buffet « Il y a une guerre des classes, c'est un fait, mais c'est ma classe, la classe des riches, qui la mène et nous sommes en train de la gagner » <sup>(13)</sup>. Warren Buffett est la troisième fortune mondiale en 2016, avec 65,9 milliards de dollars selon le classement Forbes !

### *Ensuite le gouvernement mondial.*

La superclasse mondiale s'est en effet ralliée au cosmopolitisme au nom d'une vieille eschatologie : l'idée que le monde serait appelé à être gouverné, pour le bien définitif de l'humanité, par une minorité « éclairée » ou « élue », une fois toutes les nations soumises. Cette eschatologie constitue en réalité une hérésie puisqu'elle prétend *précipiter* la fin des Temps en agissant non sur soi, comme le préconisent les religions, *mais sur le monde et sur les autres* ici et maintenant pour « forcer la main de Dieu » en quelque sorte...

Cette hérésie a suivi deux voies principales dans l'histoire moderne :

- *la voie révolutionnaire à partir du XVIIIe siècle*, la violence faite à la société par la révolution permettant d'accoucher du paradis terrestre. Cette voie a débouché sur l'échec ;
- *la voie de l'impérialisme anglo-saxon et du marché mondial* : c'est la voie actuelle de la superclasse mondiale qui s'incarne dans la croyance en la « destinée manifeste » d'abord de la Grande-Bretagne, puis des Etats-Unis. *La tentative britannique de créer un Commonwealth of Nations va échouer dans les années 1930 (politique du groupe de Lord Milner). Mais l'idée sera reprise par les Etats-Unis après 1945 et surtout après la fin de l'URSS.*

David Rockefeller n'hésite pas à écrire dans ses *Mémoires* : « Certains croient que nous (la famille Rockefeller) faisons partie d'une cabale secrète (...) conspirant avec d'autres partout dans le monde pour construire une structure

politique et économique globale plus intégrée – un seul monde, si vous préférez. Si c'est l'accusation, je suis coupable et fier de l'être <sup>(14)</sup> ».

James-Paul Warburg déclare devant le Sénat des Etats-Unis : « Nous aurons un gouvernement mondial, que nous le voulions ou non. La seule question est de savoir si le Gouvernement Mondial sera instauré par l'adhésion ou par la conquête <sup>(15)</sup> », et Edmond de Rothschild affirme au magazine *l'Entreprise* : « Le verrou qui doit sauter à présent, c'est la nation <sup>(16)</sup> ».

La superclasse mondiale justifie en effet son projet cosmopolite par des arguments qu'elle prétend rationnels.

Leur principal argument tient au fait que les Etats-nations seraient désormais impuissant à résoudre les graves questions auxquelles se trouverait confrontée l'humanité : le développement, la surpopulation, les migrations, le terrorisme, la dissémination nucléaire, l'épuisement des énergies fossiles et des sols ou bien encore le « réchauffement climatique ».

Il s'agit en fait d'un argumentaire ancien. Jean Monnet affirmait déjà que « Les nations souveraines du passé ne sont plus le cadre où peuvent se résoudre les problèmes du présent. Et la Communauté elle-même n'est qu'une étape vers les formes d'organisation du monde de demain <sup>(17)</sup> ».

Par quoi remplacer alors les parlements et les gouvernements ? Par une gouvernance mondiale de l'oligarchie – pardon : de l'élite – économique et financière. David Rockefeller déclare ainsi dans *Newsweek* le 1er février 1999 : « Quelque chose doit remplacer les gouvernements, et le pouvoir privé me semble l'identité adéquate pour le faire ».

Par *pouvoir privé* il faut comprendre évidemment le premier cercle de la superclasse mondiale, ce qu'en novlangue on nomme « gouvernance », c'est-à-dire justement ceux qui prétendent gouverner sans être... des gouvernants démocratiquement élus.

\*\*\*

### **3) Comment les oligarques agissent-ils pour parvenir à leurs fins ?**

Ils agissent avant tout *en manipulant les autres* tout en évitant de s'exposer eux-mêmes directement. Ainsi les oligarques d'influence ne se présentent quasiment jamais à une élection.

Jean Monnet, fondateur de ce qu'est devenue l'Union européenne, n'a jamais été candidat à une élection mais son influence a pourtant été énorme sur les hommes politiques européens. Jacques Delors a refusé de se présenter à l'élection présidentielle de 1995 malgré l'insistance du Parti socialiste et malgré d'excellents sondages.

Georges Soros ne vient pas non plus à Calais défendre personnellement, comme l'actrice américaine Pamela Anderson, la cause des immigrants clandestins et sa « société ouverte ». Il préfère financer les No Borders qui affronteront à sa place les forces de l'ordre.

*C'est bien pourquoi elle ne constitue pas une aristocratie* mais une oligarchie car ses membres ne s'exposent pas au risque politique, ni même à aucun risque

d'ailleurs, puisqu'ils vivent dans une bulle protectrice, séparés du reste de la population.

La superclasse mondiale dispose de nombreux moyens d'action pour imposer son idéologie, ses intérêts et son projet eschatologique. Notamment le *chantage économique*, la soumission des Etats par *la dette*, *la stratégie du choc* comme elle se déploie au Moyen- et Proche-Orient, ou bien encore *le formatage des dirigeants* par le truchement des clubs d'influence et des forums internationaux.

Compte tenu du thème principal de ce Carrefour on ne mettra l'accent que sur trois moyens d'action principaux de la superclasse mondiale en Occident.

### ● 3.1.

#### **D'abord le pouvoir médiatique**

Il joue un rôle essentiel car *les médias font et défont les réputations politiques* : l'adoubement médiatique précède l'adoubement électoral aujourd'hui en Occident. Les médias permettent donc de soutenir les candidats choisis par l'oligarchie, de faire donc du marketing politique comme ils font du marketing publicitaire – comme on l'a vu au profit, d'abord, de M. Juppé, puis, maintenant, au profit de M. Macron.

Les médias exercent aussi *une fonction extra-judiciaire* : diaboliser les dissidents, c'est-à-dire les opposants au projet mondialiste de la superclasse mondiale, en les vouant au bûcher médiatique, prélude au bûcher politique, voire judiciaire.

*Les médias jouent également le rôle du « ministère de la Vérité »* de l'Océania imaginaire d'Orwell : ils ne diffusent que les informations qui vont dans le sens de l'idéologie dominante et censurent les autres.

*Les médias diffusent enfin la novlangue.*

La novlangue correspond à la langue que parle le Pouvoir en Occident : la langue des médias, des politiciens, des intellectuels organiques et de la bourgeoisie d'Etat, au service de la superclasse mondiale.

Comme l'avait bien vu George Orwell dans son œuvre célèbre, *1984*, la novlangue revêt une forme terroriste et totalitaire. Elle a notamment pour fonction *d'empêcher de conceptualiser toute alternative critique*. En interdisant d'utiliser certains mots, on pense prévenir les « crimes par la pensée » : comme le montre notamment le sort réservé aux mots *race*, *patrie* ou *frontières*, par exemple, que les oligarques cherchent à interdire. On n'utilise déjà plus ainsi en France le mot *race* mais obligatoirement l'expression « prétendue race » !

La novlangue répand donc la normalisation, c'est-à-dire l'intériorisation des normes idéologiques dominantes.

### ● 3.2.

#### **La corruption politique**

Très tôt les puissants oligarques de la finance et de l'entreprise ont trouvé plus économique et plus prudent d'influencer les gens qui ont de l'influence que de se mettre en avant. La révolte des élites passe donc d'abord par *l'influence* des

élites, et notamment des élites politiques (même si cette expression peut paraître relever de nos jours de l'oxymore !).

La corruption des politiques repose notamment sur *le lobbying* comme moyen d'influence politique indirecte. Soit en faveur des politiciens que l'oligarchie soutient, soit en faveur de certaines politiques (exemple : lorsque les fondations Soros aident les migrants et les organisations immigrationnistes, ou lorsque le conseiller santé d'Emmanuel Macron, lié aux laboratoires Servier, préconise dans son programme des mesures de remboursement de l'hypertension favorables aux Laboratoires Servier).

Mais *la corruption personnelle* permet aussi de « tenir » la classe politique (avec la menace toujours présente d'une médiatisation destructrice. Et comme la superclasse mondiale a acheté les médias *mainstream* elle peut donc déclencher le feu médiatique à sa guise).

Les « portes à tambour », comme écrit ironiquement David Rothkopf, entre le monde de la politique et celui de la finance et de l'entreprise contribuent en effet à l'enrichissement douteux des politiques car elles favorisent le trafic d'influence et la corruption. Elles habituent aussi les politiques à un train de vie dont ils auront de plus en plus de mal à se défaire.

L'actualité met en scène périodiquement ces « affaires » médiatisées qui montrent que bon nombre de politiques occidentaux ont été intoxiqués par la loi de l'argent, au point de perdre tout sens commun. On a ainsi vu un homme politique <sup>(18)</sup> se plaindre de ne plus pouvoir économiser parce qu'il ne touchait que 5100€ nets par mois, soit nettement plus du double... du salaire médian français.

### ● 3.3.

**Le dernier moyen d'action de la superclasse mondiale est constitué par la mise en place de la post-démocratie, dont l'Union européenne constitue le laboratoire.**

Qu'est-ce que la post-démocratie ? Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne, en donne une définition à sa manière : « Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens <sup>(19)</sup> ».

#### 3.3.1.

Selon cette curieuse conception, la démocratie ne correspondrait donc plus à un processus politique (le processus électoral par lequel le peuple désigne ses représentants : la démocratie représentative et élective, ou bien prend lui-même certaines décisions : la démocratie participative) mais à *un contenu normatif*. La démocratie serait *une expression politique conforme* aux valeurs de l'Union européenne, en réalité à l'idéologie libérale/libertaire qui la sous-tend. Ainsi, par exemple, l'indépendance des banques centrales, « l'accueil » des immigrés ou les « droits » des homosexuels seraient des valeurs « démocratiques ». Par voie de conséquence deviendrait factieux, fascisant ou « populiste » celui qui s'écarterait de cette doxa.

*L'Union européenne incarne en effet le laboratoire du nouvel ordre post-démocratique que veut promouvoir partout la superclasse mondiale : un système*

où les peuples n'ont quasiment pas le pouvoir de s'opposer à la politique mise en œuvre par les autorités européennes non élues. Où les Etats n'ont plus que des pouvoirs résiduels et sont devenus les mandataires d'un Système opaque et lointain qui contourne la souveraineté populaire. Où l'alternance politique cache l'absence d'alternative politique.

Mais la post-démocratie se met aussi en place aux Etats-Unis, comme le démontrent les campagnes médiatiques incessantes contre le président Donald Trump : même aux Etats-Unis, qui se situent pourtant à l'épicentre de la superclasse mondiale, le peuple se voit retirer le droit de changer de politique !

### 3.3.2.

*La post-démocratie repose notamment sur la mise en tutelle des majorités au nom des « droits » des minorités.* Ce qui revient à déconstruire autrement la démocratie.

La superclasse mondiale instrumente ainsi cyniquement certains groupes, transformés en minorités souffrantes par la magie médiatique, contre l'ordre politique et social des Etats.

L'instrumentation a commencé par les groupes ethniques, principalement les Afro-Américains aux Etats-Unis, suivis ensuite par les féministes. En France elle est à la racine de l'opération SOS Racisme et du slogan « Touche pas à mon pote », initiés dans les années 1980 par le Parti socialiste et l'Élysée. L'instrumentation a ensuite porté sur les « minorités sexuelles », prétendument opprimées par la société patriarcale, blanche et hétérosexuelle. La liste des minorités « opprimées » ne cesse de s'étendre, en effet !

A chaque fois l'instrumentation des minorités a permis de déboucher sur des législations censées lutter contre les « discriminations » dont elles feraient l'objet et qui, en réalité, restreignent la liberté et les droits de la majorité.

### 3.3.3.

*La post-démocratie repose enfin sur le coup d'Etat judiciaire permanent.*

La post-démocratie se traduit institutionnellement par ce que l'on nomme « l'Etat de droit » en novlangue et qui correspond en réalité au gouvernement des juges et plus exactement à la mise en tutelle des législateurs et des gouvernants amovibles par les juges inamovibles – inamovibles et, si possible, apatrides comme dans le cas des cours internationales et des juges dits « européens ».

Nos ancêtres estimaient que la loi, expression de la volonté générale des citoyens, fondait le Bien Commun et le droit. La post-démocratie inverse la proposition : c'est le droit qui définirait la loi. Ou, pour le dire autrement, les juges deviennent des législateurs à part entière : d'autorité ils deviennent un *pouvoir*. Grâce notamment à un changement de sens du contrôle de constitutionnalité des lois, qui, de technique (assurer le respect des compétences respectives du gouvernement et du Parlement en France), est devenu idéologique.

Ainsi le juge – européen et national – est-il le principal responsable de l'incapacité des Etats européens à contrôler l'immigration. Mais cela se vérifie aussi aux Etats-Unis, comme l'a montré l'obstruction des juges aux restrictions de l'immigration prévues par le président Trump en application de ses engagements électoraux.

En post-démocratie les représentants de la société civile et les médias *mainstream* agissent en synergie avec les magistrats, contre la souveraineté et l'identité des peuples et contre les dissidents politiques.

Car en post-démocratie tout est bon pour traîner les dissidents politiques devant les tribunaux. Cela permet de nuire à leur image dans l'opinion et de leur infliger des peines financières, voire des interdictions de se présenter aux élections, qui nuisent à leur action. Le harcèlement fiscal joue un rôle comparable, comme l'a rappelé aux Etats-Unis l'action entreprise contre les animateurs du Tea Party sous l'administration Obama.

Les élections présidentielles françaises de 2017 montrent sur ce plan une intrusion sans précédent du pouvoir judiciaire dans le processus électoral.

\*\*\*

Que ne dirait-on pas si l'on apprenait qu'en Russie la campagne électorale se déroule sous le régime de l'Etat d'urgence ?

Que ne dirait-on pas si l'on apprenait que la Russie s'apprêtait à sanctionner devant les tribunaux ceux qui, sur les réseaux sociaux, critiquent la politique du gouvernement <sup>(20)</sup> ?

Que ne dirait-on pas si l'on apprenait qu'en Russie on poursuit les candidats des partis populistes pour délit d'opinion <sup>(21)</sup> ?

Que ne dirait-on pas si en Russie les candidats de l'opposition faisaient l'objet d'un harcèlement médiatique permanent, de procédures judiciaires à répétition, y compris contre leurs proches, de perquisitions à leur domicile ou dans leurs bureaux quelques semaines avant le scrutin présidentiel ?

C'est pourtant ce qui se passe en France aujourd'hui !

Les élections présidentielles françaises de 2017 se dérouleront pour la première fois sous le régime de la post-démocratie, qui est un totalitarisme mou – un *moulag* – au service de l'oligarchie.

Souhaitons que le peuple français ne soit pas dupe de ces manigances !

**Michel Geoffroy**

Publié le 20/05/2017

#### **Notes :**

1. *Présent* du 20 janvier 2017.
2. LeFigaro.fr du 5 juillet 2016.
3. *Valeurs actuelles* du 17 novembre 2017.
4. Interview sur la chaîne israélienne i24 news le 25 décembre 2016.
5. *L'Express* du 20 juin 2016.
6. Christopher Lasch, *La Révolte des élites et la trahison de la démocratie*, Climats 1996.
7. Rapport de 2006.
8. LeFigaro.fr du 10 août 2016.
9. Jacques Delors, *La France par l'Europe*, Grasset 1988.

10. Donald Trump a aussi animé une émission sur la chaîne NBC : « The Apprentice ».
11. Voir notamment sur Polémia l'article du 19 novembre 2011 : « Goldman Sachs : le putsch du désespoir » : <http://archives.polemia.com/article.php?id=4325>
12. TV Libertés du 22 septembre 2016.
13. Warren Buffet, *New York Times* du 26 novembre 2006, cité par *Le Monde* du 20 novembre 2008.
14. David Rockefeller, *Memoirs*, Random House 2002, p. 405.
15. James Paul Warburg, membre du Concil of Foreign Relations, le 7 février 1950.
16. *Entreprise* du 18 juillet 1970.
17. Jean Monnet, *Mémoires*, Fayard 1976, p. 617.
18. Henri Guaino, *20 Minutes* du 5 janvier 2017.
19. *Le Figaro* du 29 janvier 2015.
20. Selon le projet du ministre allemand de la justice Heiko Maas, contre ceux qui critiquent la politique d'accueil des immigrants de Mme Merkel, le *Journal de TV Libertés* du 16 mars 2017.
21. Comme Geert Wilders aux Pays-Bas.